



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-01 du 6 janvier 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis précisent certaines modalités d'application des crédits d'impôt pour les véhicules électriques prévus par l'*Inflation Reduction Act*
2. Le budget fédéral pour 2023 inclut plusieurs dispositions en matière de politique commerciale
3. Le président de la Commission des finances du Sénat appelle à une normalisation des relations commerciales avec Cuba

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'énergie américain dresse le bilan de son année 2022
5. La production d'électricité nucléaire continue de décliner aux États-Unis

Transport et infrastructure

6. Le Département des transports américain annonce l'attribution de 2,1 Md\$ de subventions pour plusieurs projets d'amélioration des ponts routiers
7. L'administration Biden et le Département des transports américain débloquent près de 9 Md\$ pour moderniser le couloir ferroviaire le plus fréquenté d'Amérique

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. La loi de finances 2023 prévoit des crédits en hausse pour les domaines agricole, alimentaire et rural

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis précisent certaines modalités d'application des crédits d'impôt pour les véhicules électriques prévus par l'*Inflation Reduction Act*

Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 29 décembre plusieurs documents d'information visant à clarifier les conditions d'application des crédits d'impôt à l'achat de véhicules électriques introduits dans la loi « *Inflation Reduction Act* » :

- une [foire aux questions \(FAQ\)](#) relative aux différents types de crédits d'impôt à l'achat de véhicules électriques (neufs, d'occasion ou commerciaux), comprenant une [liste](#) de véhicules dont les constructeurs ont indiqué à ce jour à l'administration américaine qu'ils répondaient aux critères d'éligibilité de ces crédits d'impôt. Cette FAQ clarifie notamment que les véhicules destinés à la location (« *lease* ») sont considérés comme des véhicules commerciaux au sens de la loi, ce qui implique qu'ils ne sont concernés par aucun critère de contenu ou d'assemblage local ;

- un [avis](#) apportant de premiers éléments de définition de plusieurs concepts associés à des dispositions du texte entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023 (« *assemblage final* », « *Amérique du Nord* », « *prix de vente suggéré du constructeur* », « *classification des véhicules* » et « *mis en service* »), dans l'attente de la publication par l'administration de propositions de lignes directrices précisant formellement les modalités d'application ;

- un « [papier blanc](#) » (« *white paper* ») portant plus spécifiquement sur les orientations envisagées par l'administration concernant l'interprétation des dispositions relatives aux minerais critiques et aux composants de batterie, qui n'entreront en vigueur qu'après la publication de propositions de lignes directrices, annoncée pour mars 2023. Ces informations sont présentées comme destinées à « *aider les constructeurs à se préparer à identifier les véhicules qui seront éligibles au crédit d'impôt lorsque ces nouvelles exigences entreront en application* » ;

- un [avis](#) précisant les modalités d'application de la notion de « *coût marginal* » dans le cadre de la mise en œuvre du crédit d'impôt relatif aux véhicules commerciaux.

En réaction, la Commission européenne a [publié](#) un communiqué saluant notamment la confirmation, par cette publication du Département du Trésor américain, que les entreprises européennes pourront bénéficier du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques commerciaux, tout en soulignant que l'UE continuerait à plaider en faveur d'un traitement non discriminatoire des entreprises européennes s'agissant des autres types de crédits d'impôt.

2. Le budget fédéral pour 2023 inclut plusieurs dispositions en matière de politique commerciale

Le budget fédéral pour l'année fiscale 2023 [promulgué](#) par le président Biden le 29 décembre comprend plusieurs mesures de politique commerciale, notamment :

- l'extension pour un an du programme « *Trade Adjustment Assistance* » (TAA) qui vise à soutenir financièrement les travailleurs américains affectés par les échanges internationaux et qui était arrivé à expiration en juillet 2022 ;

- la hausse de 50 M\$ du budget du *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce américain, chargé de mettre en œuvre les mesures de contrôle-export, alors que l'administration a récemment renforcé l'usage de cet outil contre la Russie (dans le cadre de la réponse à l'invasion de l'Ukraine) et la Chine (notamment dans le domaine des semi-conducteurs) ;

- l'inclusion d'un langage « *encourageant* » le Département du Trésor américain à envisager, en lien avec le Département du Commerce, la mise en place d'un programme de contrôle des investissements sortants.

3. Le président de la Commission des finances du Sénat appelle à une normalisation des relations commerciales avec Cuba

Le Sénateur démocrate Ron Wyden (Oregon), président de la Commission des finances, s'est rendu à Cuba du 28 décembre au 1^{er} janvier. À l'issue de son déplacement (le premier d'un sénateur américain sur l'île depuis quatre ans), il a [réitéré](#) son soutien à l'abrogation de l'embargo économique imposé à Cuba par les États-Unis, ainsi qu'à la normalisation des relations commerciales cubano-américaines et au retrait de la désignation de Cuba comme État soutenant le terrorisme.

Le Sénateur a appelé l'administration à publier des licences générales permettant aux PME cubaines de se développer, malgré les sanctions en vigueur, afin de renforcer les opportunités économiques sur l'île et contribuer ainsi à « *réduire l'immigration cubaine vers les États-Unis* ». Il a également souligné les investissements croissants de la Chine à Cuba, susceptibles de présenter une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. R. Wyden a enfin rencontré le président cubain M. Díaz-Canel, pour lui demander de faire preuve de clémence vis-à-vis des manifestants ayant participé aux contestations de juillet 2021.

Brèves

- Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 30 décembre des lignes directrices préliminaires sur la mise en place du mécanisme de plafonnement de prix (« *price cap* ») sur les produits pétroliers raffinés originaires de Russie. Ce mécanisme, similaire à celui en vigueur sur le pétrole brut depuis le 5 décembre dernier, s'appliquera à partir du 5 février.
- Les États-Unis ont [suspendu](#) le 1^{er} janvier les préférences commerciales accordées au Burkina Faso dans le cadre de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), en raison des « *changements anticonstitutionnels* » en cours dans le pays. Cette mesure avait été annoncée en novembre dernier par la Maison-Blanche (voir [Flash Accents du 4 novembre 2022](#)).
- La deuxième phase de négociations entre les États-Unis et Taiwan dans le cadre de l'« Initiative pour un commerce du 21^{ème} siècle » [se tiendra](#) à Taipei du 14 au 17 janvier. Pour mémoire, cette initiative a été [lancée](#) le 1^{er} juin 2022 et de premières négociations se sont [tenues](#) à New York les 8 et 9 novembre (voir [Flash Accents du 18 novembre 2022](#)).
- Le déficit commercial américain (biens et services) a [atteint](#) 61,5 Md\$ en novembre 2022, en baisse de 16,3 Md\$ par rapport à octobre 2022 et de 16,4 Md\$ par rapport au déficit de novembre 2021. Le déficit commercial des biens atteint 84,1 Md\$ en novembre 2022 (en baisse de 15,3 Md\$ par rapport au mois précédent), soit un déficit cumulé de 1100 Md\$ sur la période de janvier à novembre 2022, déjà supérieur à celui de l'ensemble de l'année 2021 (1090 Md\$). Les chiffres du commerce extérieur américain pour l'ensemble de l'année 2022 seront publiés en février.

Climat- Énergie - Environnement

4. Le Département de l'énergie américain dresse le bilan de son année 2022

Le Département de l'énergie américain (DoE) dresse son [bilan](#) annuel et communique à cette occasion sur ses réalisations. Le DoE met notamment en avant :

- Sa contribution à la sécurité énergétique mondiale. Le DoE indique qu'à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est passé à l'action pour soutenir ses alliés en Europe et stabiliser le marché mondial du pétrole afin de soulager les ménages américains confrontés aux prix élevés des carburants ;
- Son implication dans le déploiement des lois votées par le Congrès en 2022 (*Inflation Reduction Act*, CHIPS Act). L'*Inflation Reduction Act* (IRA), signée par le président Biden en août, constitue le plus important investissement dans l'énergie propre et l'action climatique de l'histoire des États-Unis, avec des crédits d'impôt et des rabais pour une grande variété de technologies d'énergie propre. La loi comprend environ 35 Md\$ pour le DoE et autorise 350 Md\$ en nouvelles autorisations de prêts et garanties ;
- Son implication dans la mise en œuvre de la loi bipartite sur les infrastructures, qui a permis le lancement du [Clean Energy Corps](#), pour embaucher des centaines de nouveaux employés, ou de [l'initiative Building a Better Grid](#), pour catalyser le développement à l'échelle nationale de nouvelles lignes de transport d'électricité de grande capacité modernisées, ou encore l'approbation des [plans de recharge des véhicules électriques](#) pour 50 États ;
- Le lancement de trois nouveaux programmes énergétiques à l'initiative *Energy Earthshots*, visant à réduire les coûts des technologies disruptives au cours de la prochaine décennie, afin d'atteindre 100 % d'énergie propre et des émissions carbone nettes zéro. Le [Floating Offshore Wind Shot](#) vise à réduire le coût de l'énergie éolienne offshore flottante d'au moins 70 %, à 45 \$ par mégawattheure, d'ici 2035 pour les sites profonds loin de la côte. L'[Enhanced Geothermal Shot](#) vise à réduire le coût des systèmes géothermiques améliorés de 90 %, à 45 \$ par mégawattheure, d'ici 2035. L'[Industrial Heat Shot](#) vise à développer des technologies de décarbonation thermique industrielle compétitives avec une réduction d'au moins 85 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 ;
- Sa participation au succès nucléaire de Westinghouse. Le DoE indique qu'à la suite de son engagement avec la Pologne pour une coopération nucléaire civile, ce pays a choisi la société américaine Westinghouse pour développer les premiers réacteurs nucléaires du pays. La sélection de Westinghouse devrait créer ou maintenir 62 500 emplois aux États-Unis et contribuer à faire progresser l'Europe dans son abandon des énergies fossiles russes ;
- Sa percée dans l'énergie de fusion nucléaire, un laboratoire du DoE (le Lawrence Livermore

National Laboratory) ayant réussi l'allumage d'une fusion nucléaire créant plus d'énergie qu'elle n'en a consommée.

5 La production d'électricité nucléaire continue de décliner aux États-Unis

Selon l'[US EIA](#), en 2021, pour la deuxième année consécutive, la production d'électricité nucléaire américaine a diminué. La production des centrales nucléaires américaines a atteint 778 TWh en 2021, soit 1,5 % de moins qu'en 2020. La part du nucléaire dans la production d'électricité, tous secteurs confondus, en 2021, était similaire à sa part moyenne de la décennie précédente : 19 %.

Six unités de production nucléaire d'une capacité totale de 4736 MW ont été retirées du service depuis fin 2017. Trois autres réacteurs d'une capacité combinée de 3 009 MW devraient être mis hors service dans les années à venir. L'US EIA indique que la concurrence sur les marchés de gros de l'électricité reste la principale cause des mises hors service des centrales nucléaires. Quatre réacteurs sur deux sites de l'Illinois avaient annoncé leur intention de se retirer, mais sont revenus sur leur décision après que l'État de l'Illinois ait accordé des incitations financières pour soutenir la poursuite de l'exploitation des unités nucléaires.

La loi bipartite sur les infrastructures, promulguée en novembre 2021, prévoit l'allocation de 6 Md\$ pour empêcher la mise hors service prématurée des centrales nucléaires existantes.

L'US EIA note que deux réacteurs actuellement en construction dans l'État de Géorgie (unités 3 et 4 de Vogtle) devraient être mises en service d'ici fin 2023. D'une puissance nominale de 1114 MW chacun, ils seront les premiers réacteurs nucléaires à entrer en service aux États-Unis depuis 2016.

Brèves

- Les États-Unis sont devenus le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) au cours du premier semestre 2022. Par rapport au second semestre 2021, les exportations américaines de GNL ont augmenté de 12 %, pour atteindre un volume de 311 Mm3 de gaz naturel par jour. L'US EIA indique que les exportations américaines de GNL ont crû pour trois raisons : l'augmentation de la capacité d'exportation de GNL, la hausse des prix internationaux du gaz naturel et du GNL et l'augmentation de la demande mondiale de GNL, en particulier en Europe.

Transport et Infrastructure

6. Le Département des transports américain annonce l'attribution de 2,1 Md\$ de subventions pour plusieurs projets d'amélioration des ponts routiers

Le Département des transports américain (DoT) a [annoncé](#) ce mercredi l'attribution d'une première série de subventions fédérales consacrées aux travaux de rénovation de ponts routiers, permises dans le cadre de la loi IIJA. Ces premiers financements, d'un montant de 2,1 Md\$ au titre de l'année fiscale 2022, bénéficieront à des projets d'envergure variable à travers le pays. Quatre entités publiques lauréates ont été désignées et se répartiront ces fonds de la façon suivante : 1,4 Md\$ pour l'administration étatique chargée des transports du Kentucky (*Kentucky Transportation Cabinet*) pour des travaux sur le Brent Spence Bridge ; 400 M\$ pour l'entité locale gestionnaire du Golden Gate Bridge en Californie (*Golden Gate Bridge, Highway and Transportation District*) ; 158 M\$ pour le Département des transports du Connecticut pour rénover le Gold Star Memorial Bridge ; 144 M\$ pour la municipalité de Chicago afin de financer des travaux sur quatre ponts situés au sud de la ville.

7. L'administration Biden et le Département des transports américain débloquent près de 9 Md\$ pour moderniser le couloir ferroviaire le plus fréquenté d'Amérique

Le Département des transports américain (DoT) a [annoncé](#) un avis d'opportunité de financement (NOFO) mettant à disposition près de 9 Md\$ pour améliorer et étendre les services ferroviaires de passagers le long du Northeast Corridor (NEC). Ces fonds seront accordés dans le cadre du programme de subventions du partenariat fédéral/étatique pour les trains de voyageurs interurbains (programme de partenariat), qui a été porté à 36 Md\$ au cours des cinq prochaines années grâce à la loi bipartite sur les infrastructures, afin de financer des projets d'importance nationale et régionale, améliorant l'infrastructure, l'équipement et les installations, y compris les ponts et les tunnels, les gares et les voies. Cet investissement contribuera à améliorer la fiabilité et à réduire les retards pour les plus de 200 millions de voyageurs qui empruntent, annuellement ce corridor nord-est.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. La loi de finances 2023 prévoit des crédits en hausse pour les domaines agricole, alimentaire et rural

Promulguée par le président Biden le 29 décembre, la [loi de finances 2023 prévoit](#) 25,5 Md\$ de dépenses discrétionnaires en matière agricole, alimentaire et rurale, soit 355 M\$ (+1,4 %) de plus qu'en 2022. Ces crédits discrétionnaires sont principalement affectés à :

- La recherche agricole, à hauteur de 3,7 Md\$ (+175 M\$);
- Le développement rural, à hauteur de 4,0 Md\$, dont 348 M\$ pour le [programme de développement du réseau internet rural](#) et 1,5 Md\$ pour l'accompagnement au logement;
- L'aide alimentaire domestique, à hauteur de 6,0 Md\$ dédiés au [Special Supplemental Nutrition Program for Women, Infants, and Children](#) (WIC), soit un montant équivalent à celui de 2022;
- L'aide alimentaire internationale, à hauteur de 2,0 Md\$ (+16 M\$);
- La sécurité sanitaire, avec 3,5 Md\$ (+226 M\$) pour la Food and Drug Administration, 1,2 Md\$ (+40 M\$) pour le Food Safety and Inspection Service et 1,2 Md\$ (+60 M\$) pour l'*Animal and Plant Health Inspection Service*.

La loi est également marquée par une [hausse](#) de 13,4 Md\$ des crédits obligatoires accordés au [Supplemental Nutrition Assistance Program](#) (SNAP), atteignant un total de 154 Md\$. Elle dote de plus les [Child Nutrition Programs](#) d'une enveloppe de dépenses obligatoires de 28,5 Md\$, dont 40 M\$ dédiés au programme Summer Electronic Benefit Transfer, qui accorde à des familles d'enfants scolarisés des aides financières pour l'achat de denrées alimentaires durant les mois d'été. Initialement en phase d'expérimentation puis mis en place pour soutenir les foyers modestes durant la période pandémique, ce dernier programme est rendu permanent à l'échelle fédérale par l'adoption de cette loi de finances. S'agissant des aides

d'urgence, un budget de 3,7 Md\$ est prévu pour couvrir les pertes agricoles dues notamment aux catastrophes naturelles. 250 M\$ supplémentaires seront alloués aux producteurs de riz pour compenser les pertes de revenus enregistrées.

La loi de finances 2023 [contient](#) par ailleurs des dispositions majeures, relatives à deux propositions de loi agricoles climatiques ayant fait l'objet de nombreux débats et compromis: le *Sponsoring USDA Sustainability Targets in Agriculture to Incentivize Natural Solutions Act* et le *Growing Climate Solutions Act*. Si la première, défendue par les Républicains, vise à encourager les pratiques de conservation des terres chez les agriculteurs, grâce à des financements publics/privés, la seconde, portée par les Démocrates, a pour objectif de réduire les barrières techniques à l'entrée dans le marché du carbone pour les agriculteurs. La loi de finances inclut également des mesures de surveillance des chaînes d'approvisionnement du lait infantile ou encore d'interdiction de financer des importations de poulet en provenance de Chine dans le cadre des programmes fédéraux des repas scolaires. Toutefois, en raison de désaccords politiques et en dépit des attentes des agriculteurs, aucune disposition de modernisation du système de visa des travailleurs agricoles saisonniers n'a été inscrite dans le texte final.

Brèves

- À partir du 1^{er} janvier 2023, le sésame rejoint la liste des principaux allergènes alimentaires, soumettant les producteurs et les industriels à de nouvelles exigences de production et d'étiquetage. Selon [Associated Press](#), le caractère particulièrement strict de ces exigences aurait pour effet inattendu d'encourager les producteurs manipulant du sésame à ajouter cet ingrédient dans d'avantage de leurs produits et à l'étiqueter en raison des difficultés et des coûts plus élevés de prévention des contaminations croisées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)